

MESURES DE SOUTIEN AUX AUTEURS CHORÉGRAPHERS

Fiche Covid-19

Centre national de la danse
Ressources professionnelles
+33 (0)1 41 839 839
ressources@cnd.fr
cnd.fr

CN D

Fiche Covid-19

Mise à jour : **07.07.2021**

Mesures de soutien aux auteurs chorégraphes

Face au contexte de crise sanitaire, fragilisant notamment les artistes auteurs, diverses mesures viennent leur apporter un soutien.

Aide des organismes de gestion collective (OGC) aux titulaires de droits d'auteurs et droits voisins

L'ordonnance n° 2020-1599 du 16 décembre 2020 autorise les OGC (SACD, Sacem, Adami, Spedidam, ...) à utiliser les sommes normalement consacrées à leur action culturelle (aides à la production, diffusion, ...) pour le versement d'aides financières aux titulaires de droits d'auteur et droits voisins dont les revenus sont fortement affectés par la crise sanitaire et les annulations qui en découlent.

Fonds d'urgence solidarité SACD

Dans ce cadre, la SACD consacre un fonds au spectacle vivant, donc aux chorégraphes adhérents à la SACD qui ne disposent d'aucun revenu fixe (ni allocation retraite, ni salaire...).

Pour en bénéficier, l'auteur doit justifier de l'annulation de représentations d'un spectacle déclaré à la SACD et avoir perçu au minimum € 1200 de droits versés par la SACD en 2019.

L'aide est équivalente à la moyenne mensuelle des droits d'auteur SACD en 2019, plafonnés à € 600 par auteur.

Les demandes sont à adresser par mail à : fondsurgencesacdcrisesanitaire@sacd.fr

Plus globalement, les chorégraphes sont invités à se référer au [guide des démarches](#) mis en place par la SACD et se connecter à leur espace personnel sur le site.

Mesures complémentaires au Fonds de solidarité de l'Etat à destination des auteurs ^{mis à jour le 07.07.21}

Pour les autrices et auteurs de spectacle vivant ne remplissant pas les conditions pour prétendre au Fonds de Solidarité d'Etat (et dont les pertes de droits issus de la gestion collective ont été supérieures à 40% entre le 1er octobre 2020 et le 31 mars 2021 par rapport à une période de référence pouvant remonter sur 3 années), la SACD a mis en place un filet de sécurisation des revenus dans le cadre de nouvelles conventions avec le

ministère de la culture concernant le dispositif de prise en charge et de paiement par l'Etat des dettes de droit d'auteur des compagnies et structures privées.

Une partie de ces aides sera également orientée vers les auteurs et autrices émergents.

[+ d'infos Nouveaux soutiens auteurs spectacle vivant - SACD](#)

Mesures de soutien de l'Etat aux entreprises applicables aux artistes-auteurs

Un fonds de solidarité mis à jour le 30.06.21

Le décret n°2020-367 du 30 mars 2020 précise les modalités d'accès au fonds de solidarité en deux volets à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de l'épidémie de Covid-19.

Par un décret en date du 2 novembre 2020, le fonds de solidarité a été prolongé dans le cadre du second confinement.

Le 8 février 2021, le fonds de solidarité a été prolongé jusqu'au 30 juin 2021.

Pour **les mois de juin et juillet 2021**, un décret du 29 juin 2021 met en place une extinction progressive du fonds permettant d'accompagner les entreprises en cette période de levée des mesures sanitaires.

Pour les autrices et auteurs déclarant leurs revenus en BNC :

Les demandes d'aide pour l'année 2020 et de janvier à avril 2021 sont closes.

Pour le mois **de mai 2021** :

Les artistes-auteurs concernés sont ceux :

- qui ont subi une perte de chiffre d'affaires de plus de 50% en mai 2021 (par rapport à mai 2019)
- ou qui ont fait l'objet d'une interdiction d'accueil du public sur cette période.

Ces artistes-auteurs peuvent bénéficier d'une aide jusqu'à 10 000 € ou à hauteur de 15% de leur chiffre d'affaires de mars 2019.

Pour les artistes-auteurs ayant une perte de plus de 70 % de leur chiffre d'affaires, l'aide sera à hauteur de 15% ou 20 % du CA 2019, dans la limite de 200 000 € par mois.

La demande d'aide devra être réalisée par voie dématérialisée, **au plus tard le 31 juillet**.

Dans tous les cas, pour pouvoir bénéficier de ce dispositif, les autrices et auteurs doivent avoir débuté leur activité avant le 31 janvier 2021 pour les demandes au titre du mois mai 2021.

Pour **les mois de juin et juillet 2021**, sont concernées les autrices et auteurs :

- ayant débutés leur activité avant le 31 janvier 2021,
- ayant bénéficié du fonds de solidarité au titre du mois d'avril ou de mai 2021
- ayant subi une perte de chiffre d'affaires d'au moins 10 %.

Ces autrices et auteurs bénéficieront d'une subvention au titre des mois de juin et juillet égale à respectivement 40 % et 30% de la perte de chiffre d'affaires dans la limite de 20 %

du chiffre d'affaires de référence.

Les autrices et auteurs bénéficiaires d'une pension de vieillesse ou d'indemnités journalières de sécurité sociale peuvent bénéficier du dispositif sans limitation. Pour ces derniers, le montant de l'aide, correspondant à la perte de revenus, est diminué du montant des pensions de retraites et des indemnités journalières.

Les autrices et auteurs titulaires d'un contrat de travail à temps complet sur la période sont exclus du dispositif.

Pour **les autrices et auteurs déclarant leurs revenus en traitements et salaires** : Les demandes d'aides pour l'année 2020 et de janvier et avril 2021 sont closes.

Pour les mois de **mai, juin et juillet 2021** : les conditions sont les mêmes que pour les auteurs déclarants en BNC et le chiffre d'affaires s'entend comme le montant des droits d'auteurs avant application du précompte social et hors TVA. Le formulaire pour faire une demande est accessible sur le lien suivant : <https://formulaire.impots.gouv.fr/formulaire/> .

Le traitement fiscal et social des aides versées au titre du fonds de solidarité (mesures entrant en vigueur de manière rétroactive au 21 mai 2020) :

Selon le I de l'article 1^{er} de la Loi n° 2020-473 de finances rectificative pour 2020, Les aides versées par le fonds de solidarité sont exonérées d'impôt sur les sociétés, d'impôt sur le revenu et de toutes les contributions et cotisations sociales d'origine légale ou conventionnelle.

En outre, le montant de ces aides n'entre pas dans le calcul pour l'appréciation des seuils de chiffre d'affaires prévus par le code général des impôts ouvrant droit :

- au régime simplifié de la micro-entreprise (article [50-0](#))
- à l'abattement forfaitaire pour les BNC (article [102 ter](#))

+ d'infos sur le fonds de solidarité :

[Décret n°2020-367 du 30 mars 2020](#)

Et : [Décret n°2020-394 du 2 avril 2020](#)

Et : [Décret n°2020-433 du 16 avril 2020](#)

Et : [Décret n°2020-552 du 12 mai 2020](#)

Et : [Décret n°2020-757 du 20 juin 2020](#)

Et : [Décret n°2020-765 du 23 juin 2020](#)

Et : [Décret n°2020-1048 du 14 août 2020](#)

Et : [Décret n°2020-1328 du 2 novembre 2020](#)

Et : [Décret n°2020-1458 du 27 novembre 2020](#)

Et : [Décret n°2021-129 du 8 février 2021](#)

Réduction des cotisations et contributions de sécurité sociale dues pour 2020 *mis à jour le 08.02.21*

Les artistes-auteurs bénéficient de cette réduction en fonction du montant de leurs revenus artistiques (valeur du Smic au 1^{er} janvier 2020) :

- Réduction de € 500 si le revenu artistique 2019 est supérieur ou égal à € 3 000, et inférieur ou égal à 800 fois le Smic
- Réduction de € 1 000 si le revenu artistique 2019 est strictement supérieur à 800 fois le Smic et inférieur ou égal à 2 000 fois le Smic
- Réduction de € 2 000 si le revenu artistique 2019 est strictement supérieur à 2 000 fois le Smic

Pour les artistes-auteurs qui débudent leur activité en 2020, le montant pris en compte pour déterminer le montant forfaitaire est le revenu artistique 2020, une fois définitivement connu.

Ce dispositif d'exonération de cotisations est par ailleurs cumulable avec la mesure de soutien au pouvoir d'achat des artistes-auteurs qui avait été mise en place en 2019.

+ d'infos : Décret n°2020-1103 du 1er septembre 2020

Le gouvernement a souhaité renforcer ces mesures en complétant ces aides par une deuxième série de mesures s'appliquant aux auteurs concernés par les 1ères aides.

Le montant de cette seconde aide est proportionnel au montant de la première aide (aide COVID 1) : il est défini en fonction de la baisse de l'assiette sociale 2020 par rapport à l'assiette sociale 2019 des artistes-auteurs déjà éligibles à l'aide COVID 1.

- Si l'assiette 2020 représente entre 60% et 75% de l'assiette 2019, l'auteur obtiendra une aide de + 25 % du montant de l'aide COVID 1
- Si l'assiette 2020 représente entre 50% et 60% de l'assiette 2019, l'auteur obtiendra une aide de + 50 % du montant de l'aide COVID 1
- Si l'assiette 2020 représente entre 40% et 50% de l'assiette 2019, l'auteur obtiendra une aide de + 75 % du montant de l'aide COVID 1
- Si l'assiette 2020 représente moins de 40% de l'assiette 2019, l'auteur obtiendra une aide de + 100 % du montant de l'aide COVID 1

Le montant de la réduction sera calculé en fonction des revenus artistiques définitifs et s'imputera au prorata des cotisations et contributions définitives dues sur la base des revenus artistiques 2020, hors contribution à la formation professionnelle.

Les auteurs déclarant en BNC ou précomptés débutant leur activité en 2020 ne sont pas éligibles à cette seconde aide (à la différence de l'aide COVID 1).

+ d'infos [Loi n° 2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la sécurité sociale pour 2021](#)

+ d'infos [Décret n° 2021-75 du 27 janvier 2021](#)

+ d'infos [Urssaf](#)

Déduction et réduction de cotisations sociales pour l'année 2021 mises en place par l'Urssaf (pour les travailleurs indépendants, micro-entrepreneurs et auteurs) *Mis à jour*

30.03.21

Les travailleurs indépendants et auteurs exerçant leur activité principale dans un des secteurs les plus touchés par la crise (listés à l'annexe 1 du décret du 30 mars 2020 et comprenant notamment : l'enseignement culturel, les artistes auteurs, les arts du spectacle vivant, la gestion de salles de spectacles et la production de spectacles, dit "secteurs S1"), peuvent bénéficier pour l'année 2021, d'une réduction forfaitaire de cotisations sociales.

- + d'infos [Loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020](#)
- + d'infos [Décret n°2020-1103 du 1er septembre 2020](#)
- + d'infos [Urssaf Artistes-auteurs](#)

Report ou étalement des loyers

Les auteurs remplissant les conditions pour bénéficier du fonds de solidarité peuvent bénéficier de droit du report du paiement des loyers dont l'échéance de paiement intervient entre le 12 mars et le 10 septembre 2020.

Pour les autres, en cas de non-paiement, ils ne pourront pas se voir appliquer de pénalités, ni suspendre ou interrompre leur accès à ces services.

- + d'infos : [Ordonnance n°2020-316 du 25 mars 2020](#)
- + d'infos : [Décret n°2020-378 du 31 mars 2020](#)

Étalement des dettes fiscales et sociales

Les artistes auteurs pourront demander à reporter leurs échéances sociales et/ou fiscales.

Qu'en est-il du paiement des droits d'auteur en cas d'annulation de représentations ?

Au regard du droit des contrats

Comme pour la question des contrats de cession de spectacle en cas d'annulation de représentations, le sort des contrats de cession de droits d'auteur et les obligations de versement qui en découlent dépendent des clauses prévues au contrat, de la date d'annulation et/ou de la formation de l'engagement entre les parties (même en l'absence de contrat signé).

+d'infos : voir la fiche Annulation de représentations et conséquences

La position du ministère de la Culture

Dans un communiqué de presse en date du 27 mars 2020, le ministre de la Culture invite, "au titre de la solidarité professionnelle, l'ensemble des acteurs [du secteur] à honorer autant que possible les engagements et contrats en cours afin que les artistes-auteurs ne voient pas leur rémunération « gelée » du fait de l'interruption d'activité".

Ceci représente une incitation et non une obligation.

+ d'infos : communiqué de presse du 27 mars 2020

Pour les entreprises de spectacles adhérentes au Syndeac

Le Syndeac et la **SACD**, en parallèle de leur accord de 2014 sur la gestion des droits d'auteur dans le secteur public, se sont penchés sur la situation de crise actuelle et partagent la position suivante (la SACD considérant comme date bascule le 1er mars 2020):

- Pour les spectacles annulés en application d'un arrêté préfectoral ou municipal et dont le contrat de cession de droits d'auteur a été signé avec l'auteur avant le 1er mars : pas de droits à payer, ni dédit (le dédit, prévu dans le traité général de la

SACD et dans un l'accord Syndeac/SACD, est une indemnité versée à l'auteur en cas d'annulation partielle ou totale des représentations).

- Pour les spectacles pour lesquels un contrat de cession de droits d'auteur n'aurait pas été établi, il est envisagé que ce soit la date de publication du programme qui prenne valeur de point de départ de l'accord.
- Pendant cette période, les spectacles qui auraient été annulés en dehors de tout arrêté, donc sur décision unilatérale de l'une des parties, relèvent du cadre usuel d'annulation aux dépens de la partie décisionnaire, donc entraîne un dédit pour l'auteur.
- Enfin, pour les spectacles annulés dont la signature du contrat de cession de droit d'auteur ou l'officialisation de la programmation (cf. supra) est postérieure au 1er mars, l'accord entre les parties ayant été pris en connaissance de cause du risque, les droits d'auteurs sont dus.

En cas d'accord d'annulation et d'indemnisation du producteur au bénéfice de l'organisateur, pour garantir les salaires par exemple, la SACD est en droit d'utiliser ce montant comme assiette de calcul, afin de garantir un revenu aux auteurs.

Concernant la **Sacem**, leur position est très claire : "pas de représentation, pas de droits" (y compris en cas d'indemnisation de la compagnie, puisque c'est une somme qui serait versée sans représentation, or, la notion de dédit n'existe pas ici).

Le Syndeac précise que sur des dossiers conjoints (chorégraphie et musique, par exemple), les positions des deux organismes de perception n'étant pas similaires, un traitement sera fait au cas par cas. Il invite les adhérents à leur faire part de leurs difficultés.

+ d'infos : [Syndeac](#)

Date de mise à jour : 07.07.2021